

# Au cœur du lobbyisme politique

Ils sont 410 à avoir accès au parlement grâce à la bienveillance des élus. Mais le système manque de transparence. Des pistes sont évoquées



BÉATRICE DEVÈNES

*Les lobbyistes en discussion dans un salon feutré de la capitale fédérale. Les parlementaires sont libres de délivrer deux cartes d'accès au Palais fédéral à des représentants des groupes de pression. BERNE, 8 MARS 2011*

**Bernard Wutrich, Berne**

Un salon cosu de l'Hôtel Bellevue, mardi en début d'après-midi, la Société suisse de Public Affairs (SSPA) réunit ses membres, comme elle le fait une fois par session parlementaire. Pour l'occasion, cette société au nom déhémétement franco-anglais a invité les présidents des quatre grands partis – ou leurs représentants – pour parler des enjeux des élections fédérales. En coulisses, toutefois, on ne parle que d'une chose: une initiative populaire de la conseillère nationale Edith Graf-Litscher (PS/TG), qui aurait dû être débattue le matin même au Conseil national. Faut de temps, elle sera discutée un de ces prochains jours. Son sort paraît cependant scellé: elle sera rejetée. Mais elle laissera des traces.

Que demande la socialiste thurgovienne? Elle veut que la liste des invités des parlementaires soit publiée, que l'accès des lobbyistes au

Palais fédéral soit réglementé et que des critères d'accréditation soient fixés. L'initiative sera rejetée, mais la Délégation administrative du parlement, composée des présidents des deux conseils et de quatre autres élus, a doré et déjà décidé de publier cette fameuse liste sur le site du parlement dès le début de la prochaine législature.

Or, la SSPA, ce sont justement les lobbyistes, ceux qui s'affichent comme tels. Ils ne sont donc pas indifférents au sort qui leur sera réservé. Une bonne partie des membres de la SSPA ont obtenu un badge de la part de l'un ou l'autre parlementaire et ont ainsi accès à la salle des pas perdus, où ils peuvent distiller leurs bons conseils aux élus. Mais les 410 personnes figurant sur la liste des invités officiels ne font pas toutes partie de cette société, loin de là. «Il y a ceux qui font vraiment du lobbyisme, mais ce n'est pas le cas de tout le monde. Il faut savoir qui a accès au parlement mais aussi avec

quel titre et avec quel mandat. Il sera nécessaire de clarifier la situation et par exemple obtenir des accréditations formelles», plaide Fredy Müller, président de la SSPA et patron de son propre bureau de communication.

La publication de la liste ne suffira pas, car il subsiste des zones

## Les mandats de certains conseillers, consultants ou collaborateurs ne sont pas toujours clairs

d'ombre parmi tous ceux qui s'affichent comme collaborateurs, consultants ou consultants. Leurs mandats ne sont pas toujours clairs. Les parlementaires disposent chacun de deux cartes d'accès. Ils sont libres de les attribuer à des membres de leur famille, à des collaborateurs personnels, à des représentants d'organismes divers ou de ne pas les utiliser.

Le plus souvent, ces invités sont

des représentants d'organisations et de groupements tels qu'économiesuisse, l'Union suisse des arts et métiers (USAM), l'Union patronale suisse, le Centre patronal, Gastro Suisse, l'Association suisse d'assurance, les syndicats, le WWF, etc. Mais il est de moins en moins rare de voir déambuler

des représentants d'organisations et de groupements tels qu'économiesuisse, l'Union suisse des arts et métiers (USAM), l'Union patronale suisse, le Centre patronal, Gastro Suisse, l'Association suisse d'assurance, les syndicats, le WWF, etc. Mais il est de moins en moins rare de voir déambuler

des représentants d'organisations et de groupements tels qu'économiesuisse, l'Union suisse des arts et métiers (USAM), l'Union patronale suisse, le Centre patronal, Gastro Suisse, l'Association suisse d'assurance, les syndicats, le WWF, etc. Mais il est de moins en moins rare de voir déambuler

## «C'est bénéfique dans les deux sens»



Felix Schneuwly  
Santésuisse



Pascal Gentinetta  
économiesuisse

Depuis qu'il a commencé en 2008, Felix Schneuwly a souvent dû expliquer avant de tenter de convaincre, complexité du dossier assurance maladie oblige. Le plus difficile? «Gagner la confiance des élus». Et puis, les partis ont leurs leaders d'opinion, suivis «de manière plus ou moins flexible» par le groupe. Comprendre: «Si je n'arrive pas à convaincre Toni Bortoluzzi (UDC, membre de la Commission nationale de la santé publique), c'est mal parti», sourit-il. Au sein de la Société suisse de Public Affairs, Felix Schneuwly, parrainé par le sénateur grison et ancien président de Santésuisse Christoffel Brändli (UDC), plaide pour que les lobbyistes soient accrédités par la Chancellerie fédérale, «afin de garantir qu'ils disposent d'un know-how certain». **Albertine Bourget**

Sept membres de la direction économiquesuisse ont une carte d'accès délivrée par des élus du PLR, de l'UDC et du PBD. «Contrairement à d'autres organisations, aucun collaborateur ou responsable de dossier économiquesuisse n'est élu au parlement fédéral. Même si cela permettrait une influence plus directe, cela garantirait une équité dans le traitement vis-à-vis des partis, lorsque les intérêts sont communs. Le fait de figurer parmi les invités des parlementaires a un effet bénéfique dans les deux sens. Mes spécialistes peuvent être en contact direct avec des parlementaires qui traitent les mêmes dossiers qu'eux et les parlementaires peuvent s'informer directement auprès d'eux», justifie Pascal Gentinetta, lui-même invité par le conseiller aux Etats radical Rolf Schweizer. **B. W.**

## «Tout est toujours dans l'urgence»



Sacra Tomisawa et  
Florence Schurch  
Attachées aux questions  
fédérales pour Genève

Parrainé par Hugues Hiltipold et Christian Lüscher (PLR), le duo a pour mission de séduire Berne – avec par exemple l'apéritif organisé la semaine dernière sous la Coupole – et d'alerter Genève des dossiers stratégiques pour le canton. Avant de concevoir des actions auprès des élus et de l'administration fédérale (dont elles sont issues), l'exemple: lors du débat sur les chiens dangereux, elles ont contacté les autres cantons disposant d'une législation pour avoir plus de poids. Le plus difficile? «Tout est toujours dans l'urgence.» l'heureuse surprise? «L'accueil des parlementaires.» **A. Bt**

## «Ils sont élus par des groupes d'intérêts»



Hans-Ulrich Bigler  
Union suisse  
des arts  
et métiers

Hans-Ulrich Bigler ne sait pas encore s'il imitera son prédécesseur Pierre Hraponez, qui siège au parlement tout comme son président, Bruno Zuppiger. Il décidera d'ici à l'automne. Pour l'heure, neuf dirigeants de l'Union suisse des arts et métiers, dont il est le directeur, ont accès au palais. «Les parlementaires sont élus par des groupes d'intérêts, par des électeurs qui ont des intérêts spécifiques, comme ceux des PME. Il est normal qu'ils donnent leurs invitations à ceux avec qui ils collaborent hors du Palais fédéral», commente-t-il. «Comme nos positions sont toutes disponibles sur notre site, il n'y a pas de secret», ajoute-t-il en rêvant d'un système à l'américaine où le lobbyisme bénéficierait d'une reconnaissance for-

## «Nos relais sont surtout de gauche»



Alain Bovard  
Amnesty  
International

Il tient sa carte de Maria Roth-Bernasconi (PS/GE). Et s'ilonne les courtois du palais depuis huit ans, Alain Bovard est lobbyiste pour la section suisse d'Amnesty. Sa mission ne s'arrête pas aux contacts tissés durant les sessions où il rendra attentif à certaines violations ou aux méfaits de la politique d'asile: il assure aussi le secrétariat du Groupe parlementaire sur les droits humains. «Je gère l'agenda. Avant le vote sur les minarets, nous avons par exemple organisé une séance sur les musulmans en Suisse.» «Plein de contacts, même si nos relais sont surtout de gauche.» Deux autres membres d'Amnesty ont leur carte: Daniel Bolomey, ex-secrétaire général, hôtel de Luc Recordon (Verts/VD). Et la nouvelle directrice, Meanon Schick, invitée par Antonio Hodgers (Verts/GE). **Valérie de Graffenried**

## «Ils font parfois un pas vers Dieu»



Jean-Claude Chabloz  
Pasteur  
évangélique

Quand le pasteur lausannois, qui en est à sa troisième législature, a demandé à André Bugnon de le parrainer, le conseiller national (UDC/VD) n'a pas hésité. «Quelqu'un qui milite pour la paix, pour qui pas?», l'homme de foi, surnommé «le lobbyiste de Jésus» dans les travées, a appris à aimer ces élus dont il se méfiait, eux-mêmes surpris de se voir demander «comment organiser-vous votre vie de prière?». «Ce sont des hommes courageux», salue-t-il. Et humains. «J'en ai vu pleurer de leur propre méchanceté envers un autre élu.» «Au fond, dit-il, comme pour les autres lobbyistes, c'est un échange: je leur offre ma présence, et il est arrivé qu'ils fassent un pas vers Dieu.» Et eux? «Ils ont élargi ma vision du monde.» **A. Bt**

**Les 410 noms**

La liste des invités des parlementaires n'est pas secrète, mais elle n'est pas publiée et ne peut être consultée que sur papier. Pour cela, il faut se présenter au secrétariat général des Services du parlement, au premier étage du Palais fédéral. Une secrétaire vous remet en mains propres le registre et vous installe à une pupitre pour le consulter et prendre des notes. Il faut ensuite traduire d'allemand en français les indications figurant sur le document. Le Temps s'est livré à ce travail de fourni et met cette liste de 410 noms à disposition sur son site internet.

Cela permet de constater que les organisations économiques sont bien représentées parmi les invités des parlementaires. On dénombre 23 dirigeants d'économiesuisse, de l'Union suisse des arts et métiers, de l'Union patronale et du Centre patronal pour 15 représentants des syndicats. **B. W.**

**LA LISTE INTÉGRALE DES LOBBYISTES A DECOUVRIR**  
SUR INTERNET  
[www.letemps.ch](http://www.letemps.ch)

cal tessinois Dick Marty, qui veut lui aussi rester pur: «La publication de la liste sera un bon effort de transparence, mais ce système caché qui donne accès aux lobbyistes me dérange», commente-t-il.

Que faudrait-il faire? Dick Marty trouverait plus transparent de doter les parlementaires d'un bureau et d'assistants qualifiés, comme dans d'autres pays. Des membres de la SSPA, qui défendent logiquement leur pré carré, souhaitent surtout que l'on distingue les authentiques collaborateurs personnels des véritables lobbyistes. «Les assistants parlementaires ou collaborateurs personnels ne devraient pas être autorisés à exercer d'autres mandats», suggère l'un d'eux. Ce sera l'un des enjeux des nouvelles règles qui seront fixées après les élections fédérales, dont l'objectif avoué sera d'éviter d'augmenter le nombre de lobbyistes. Objectif avoué. On verra en fin d'année s'il est aussi atteint.